

2.3 Taux de détention de patrimoine

Début 2015, 85,6 % des ménages métropolitains possèdent un **livret défiscalisé** (livret A par exemple). En 10 ans, la part de ménages détenant un livret défiscalisé a augmenté de 3 points, avec notamment la forte croissance du **taux de détention** de livret A ou Bleu (75,8 % en 2015 contre 57,0 % en 2004). Des taux d'intérêt plus élevés certaines années et une désaffection pour les placements risqués peuvent expliquer cette évolution. Cette progression s'est faite au détriment d'autres livrets défiscalisés (livret de développement durable — LDD, livret d'épargne populaire — LEP, livret jeunes), dont le plafond de placement est plus bas et le gain de rendement par rapport au livret A plus faible qu'auparavant. La détention de **livrets soumis à l'impôt** (livret B, livret Orange, etc.) est stable depuis 1998 : environ 6 % des ménages en possèdent au moins un.

Début 2015, le taux de détention des produits d'épargne logement reste comparable à celui de 2010, après un fort repli entre 2004 et 2010 (- 10 points). Ils sont détenus par près d'un ménage sur trois. Toutefois, leur stabilité masque des évolutions contrastées selon les produits qui la composent. Entre 2010 et 2015, la détention de comptes d'épargne logement (CEL) stagne alors que celle de plans d'épargne logement (PEL), dont la rémunération est supérieure au livret A, repart à la hausse (+ 3 points entre 2010 et 2015, après - 11 points). Au total, début 2015, un ménage sur quatre détient un PEL.

En 2004, un quart des ménages métropolitains détenant des valeurs mobilières ; ils ne sont plus qu'un sur six début 2015. Ce repli a été plus important entre 2004 et 2010 mais il s'est poursuivi de 2010 à 2015 (- 5 points, puis - 3 points). À partir de 2008, les crises financière et économique ont probablement conduit les ménages à délaisser les valeurs risquées. De fait, la détention de **compte-titres** ordinaires continue de diminuer : moins de

10 % des ménages en possèdent contre plus de 11 % en 2010. Malgré les avantages fiscaux qu'il offre, le **plan d'épargne en actions** (PEA) n'attire pas plus de ménages.

Après les livrets d'épargne, l'assurance-vie reste le placement financier privilégié des ménages : 36,5 % des ménages métropolitains en possèdent au moins une. Sa progression entre 2010 et 2015 (+ 1,8 point) est moins marquée qu'entre 2004 et 2010 (+ 8,5 points), mais elle reste significative. En effet, ce produit offre aux épargnants un cadre fiscal attractif et la possibilité de sécuriser au moins une partie de leur épargne. Deux tiers des assurances-vie sont ainsi des contrats dits « mono-support », ne permettant l'investissement que sur des fonds euros garantis.

Début 2015, l'épargne retraite est détenue par 16,4 % des ménages métropolitains. Les détenteurs se répartissent presque également entre trois types de produits : l'épargne retraite complémentaire volontaire et la surcomplémentaire, proposées par l'employeur, ainsi que le plan d'épargne retraite populaire (PERP), produit financier accessible aux particuliers dans les établissements bancaires. Le quatrième type de produit, le plan d'épargne populaire (PEP), disparaît progressivement depuis la fin de sa commercialisation en 2003.

L'immobilier garde néanmoins une place importante dans le patrimoine des ménages : début 2015, 62,7 % des ménages métropolitains possèdent un patrimoine immobilier, que ce soit leur résidence principale ou un autre logement. Ainsi, 58,9 % des ménages métropolitains sont propriétaires de leur résidence principale ou **accédants** (+ 1 point par rapport à 2010). Par ailleurs, 18,0 % des ménages métropolitains possèdent un autre logement (résidence secondaire, logement vacant, loué ou mis à disposition gratuitement), taux relativement constant depuis la fin des années 1990. ■

Définitions

Livrets non imposables ou défiscalisés, taux de détention, livrets soumis à l'impôt, compte-titres, plan d'épargne en actions (PEA), accédant, personne de référence : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Le patrimoine des ménages début 2015 : Repli des valeurs risquées au profit des produits sécurisés » *Insee Première* n° 1574, décembre 2015.
- Rapport annuel 2014*, Observatoire de l'épargne réglementée, juillet 2015.
- « Évolution des flux de placements financiers des ménages français entre juin 2013 et juin 2014 et incidence sur les groupes de bancassurance », *Bulletin de la Banque de France* n° 198, 4^e trimestre 2014.

Taux de détention de patrimoine 2.3

1. Taux de détention par grand type d'actifs en France début 2015

en %

	Répartition des ménages	Livrets d'épargne	Épargne-logement	Valeurs mobilières	Assurance-vie ¹	Épargne retraite ²	Épargne salariale	Résidence principale ³	Autres logements ⁴
Âge de la personne de référence du ménage									
Moins de 30 ans	9,6	89,8	35,1	7,0	21,1	6,2	15,3	16,1	4,7
De 30 à 39 ans	15,6	89,8	37,0	14,6	31,4	16,2	21,2	48,8	12,7
De 40 à 49 ans	18,9	87,1	36,3	18,4	35,1	22,8	22,5	58,2	17,7
De 50 à 59 ans	17,6	83,4	35,1	17,8	36,5	24,2	19,6	61,7	23,5
De 60 à 69 ans	17,9	83,6	31,1	18,4	41,8	15,0	8,3	72,3	24,9
70 ans ou plus	20,5	82,5	20,3	16,5	42,7	9,3	1,3	72,4	17,2
Catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence du ménage⁵									
Agriculteur	1,4	82,0	59,6	32,9	53,9	39,0	12,7	88,8	27,6
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	5,3	86,3	34,2	21,2	35,0	30,3	12,6	67,2	31,7
Profession libérale	1,4	92,7	58,8	43,5	60,6	34,0	13,9	69,9	41,6
Cadre	10,1	95,6	52,8	31,2	45,2	30,5	39,0	66,2	29,6
Profession intermédiaire	14,2	92,0	42,1	16,5	33,6	22,7	26,5	58,4	16,3
Employé	13,1	85,6	28,4	7,7	29,4	12,5	12,8	33,8	10,0
Ouvrier qualifié	10,1	83,0	28,8	9,6	27,7	11,1	18,0	50,2	9,6
Ouvrier non qualifié	4,2	76,3	24,0	6,4	22,8	9,8	8,1	34,4	7,0
Retraité ancien agriculteur	1,7	93,1	25,0	23,0	47,2	17,0	0,1	88,3	21,5
Retraité ancien artisan, commerçant, chef d'entreprise	2,9	84,7	27,4	24,4	48,3	15,3	0,5	81,5	30,5
Retraité ancien cadre ou profession libérale	5,0	92,3	37,6	34,4	63,8	19,1	11,1	86,7	38,2
Retraité ancien autre salarié	26,3	80,3	21,4	12,1	36,8	9,1	3,7	67,2	14,3
Autre inactif n'ayant jamais travaillé	4,0	75,2	16,3	6,0	15,7	2,2	2,0	24,0	9,4
Type de ménage⁶									
Personne seule	35,1	82,1	24,9	12,5	32,9	10,8	7,5	48,1	12,2
Famille monoparentale	9,0	81,4	26,4	9,9	30,8	11,9	12,3	31,9	10,4
Couple sans enfant	26,0	88,3	35,2	20,0	40,8	18,8	13,2	72,9	24,3
Couple avec enfants	27,1	89,8	40,3	19,7	37,1	22,9	24,9	68,6	21,6
Autre type de ménage	2,7	77,1	24,0	15,2	42,8	11,3	10,9	52,7	16,6
Ensemble 2015, France hors Mayotte									
	100,0	85,6	31,9	16,2	36,2	16,3	14,2	58,7	17,9
Ensemble 2010, France hors Mayotte									
	100,0	84,8	30,9	18,9	34,5	15,5	14,8	57,9	18,5
Ensemble 2015, France métropolitaine									
	///	85,9	32,2	16,5	36,5	16,4	14,5	58,9	18,0
Ensemble 2010, France métropolitaine									
	///	85,0	31,2	19,3	34,7	15,7	15,1	58,0	18,7
Ensemble 2004, France métropolitaine									
	///	83,2	41,3	24,2	26,2	17,4	16,7	55,7	17,7
Ensemble 1998, France métropolitaine									
	///	83,5	40,9	21,2	28,9	...	12,7	53,3	18,1

1. Hors bons de capitalisation.

2. Comprend l'épargne retraite complémentaire volontaire et surcomplémentaire, les bons de capitalisation, ainsi que les plans d'épargne retraite populaire (PERP) et les plans d'épargne populaire (PEP).

3. Ménages propriétaires de leur résidence principale (non accédants et accédants à la propriété), y compris usagers pour 2010 et 2015.

4. Résidence secondaire, logement donné en location, logement vacant, etc.

5. Hors catégorie socioprofessionnelle impossible à coder (0,4 %).

6. Le reclassement de certains ménages complexes explique des écarts avec les chiffres publiés précédemment.

Champ : ménages ordinaires résidant en France hors Mayotte.

Lecture : début 2015, 89,8 % des ménages dont la personne de référence a moins de 30 ans détiennent au moins un livret d'épargne.

Source : Insee, enquêtes Patrimoine 1997-1998, 2003-2004, 2009-2010 et 2014-2015.